

Le transnationalisme militant des descendants de migrants : des parcours d'engagement locaux, globaux et « glocaux »

Les pratiques transnationales des descendants de migrants et les liens qu'ils conservent avec leur pays d'origine sont souvent présentés dans un système d'opposition entre deux polarités – intégration vs transnationalisme – plutôt que sous l'angle des relations d'échanges entre ces deux dimensions. Or, les pratiques d'engagement transnationales contribuent non seulement à recomposer le rapport au politique de ces jeunes entre le pays d'origine et le pays de résidence, mais aussi à définir des régimes de citoyenneté plus souples qui intègrent les multiples liens entre lieu de l'histoire familiale et celui de l'histoire présente.

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP.

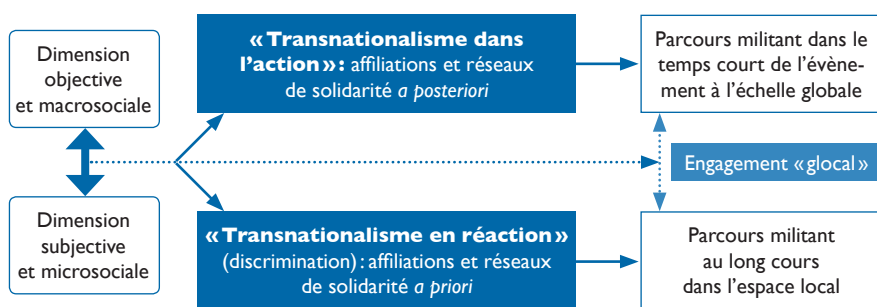
La « condition cosmopolite » [1] est un sujet peu étudié dans les pratiques d'engagement des jeunes alors que cette question se pose de plus en plus souvent dans les sociétés multiculturelles contemporaines. S'agissant des activités militantes des jeunes descendants de migrants, l'état du débat public tend à opposer les tenants d'un engagement entendu exclusivement sous le prisme de l'intégration dans le pays de résidence, et ceux davantage concernés par les questions du politique, du religieux et/ou du développement local dans les régions d'origine. Cette approche binaire et cloisonnante dissocie « intégration ici » et « développement là-bas » tend non seulement à passer sous silence la réalité duale de nombreuses pratiques associatives de jeunes issus des migrations, mais aussi à minorer leurs effets en termes de reconnaissance d'une citoyenneté non exclusive, cumulative et fondamentalement transnationale.

Tout l'enjeu de la recherche « Engagement transnational des descendants des migrants : carrières militantes

et mémoire des origines », réalisée par l'INJEP en 2016 [voir encadré p. 3], dont l'un des volets est présenté dans ce document, visait à saisir les éléments déclencheurs des pratiques d'engagement transnationales des descendants de migrants. Il cherchait aussi à rendre compte des motivations et des intentions affirmées, revendiquées ou dissimulées par les jeunes. À l'analyse des résultats, les profils enquêtés viennent structurer les réponses autour de deux pôles : celui de la revendication des appartenances transnationales comme acte de reconnaissance d'une altérité qu'il convient de protéger dans l'espace local, et celui de l'affirmation d'une citoyenneté cumulative comme acte de résistance aux discriminations auxquelles les jeunes tentent de faire face. Par-delà ces deux pôles, ce sont les interactions entre ces différentes dimensions – locale, globale et « glocale » – qu'il nous semble essentiel de souligner pour comprendre de quelle manière l'engagement, au-delà des frontières de l'État-nation, peut favoriser une plus forte implication des jeunes descendants de migrants au niveau local.

« Nés en France, ces jeunes semblent ressentir les situations de discrimination de façon nettement plus violente que leurs pères ou mères immigrés »

SCHEMA - Engagement transnational « dans l'action » et « en réaction »



Lecture : deux postulats permettent d'explicitier les liens entre la dimension structurelle et la dimension personnelle de l'engagement. Dans la première hypothèse, « structurelle » (haut du schéma), un « transnationalisme dans l'action » se formerait en relation avec des événements survenus dans le pays d'origine et susciterait rétroactivement des aspirations à l'engagement afin de se sentir partie prenante de l'« histoire en marche ». La seconde hypothèse, à dimension « personnelle » (bas du schéma), émet la possibilité d'un « transnationalisme en réaction » à différentes formes de discrimination subies en France : le pays d'origine est alors vu comme nouvel horizon des possibles pour des jeunes dont l'avenir en France leur semble fermé. Enfin, à l'intersection des enjeux locaux et globaux, une troisième voie se dessine, liant territoire de résidence et territoire d'origine à partir d'une approche « glocale ».

Les dynamiques de l'engagement transnational des descendants de migrants

Mais pour saisir ces interactions, il importe au préalable de comprendre les liens que ces jeunes conservent avec le pays d'origine. La notion de « transnationalisme » n'a en effet été employée que de manière plus tardive et plus controversée à propos des descendants de migrants, nés en France, dont on peut s'attendre à ce qu'ils soient moins « transnationaux » que les immigrés eux-mêmes. Or, comme le révèle l'enquête « Trajectoires et Origines » de l'Ined-Insee (TeO) [3], la comparaison entre les immigrés et leurs descendants permet de dévoiler la persistance des pratiques transnationales au fil des générations, que ce soit dans le domaine économique, politique ou social [voir tableau ci-contre]. Si ces pratiques s'affaiblissent pour les descendants de migrants, elles continuent toutefois de se maintenir à un niveau qui reste important. Dans le domaine plus spécifiquement politique, les écarts entre immigrés et descendants d'immigrés sont relativement faibles, les immigrés étant 67 % à se déclarer intéressés par la vie politique de leur pays d'origine quand les descendants le sont à 50 %. Par ailleurs, des conditions particulières en lien soit avec des événements survenus dans le pays d'origine, soit avec des situations sociales, politiques ou économiques rencontrées en

France peuvent contribuer à réactiver des liens transnationaux et inciter des jeunes à participer à des actions humanitaires, politiques, culturelles et/ou militantes tournées vers le pays d'origine. Ce niveau structurel n'est bien sûr pas incompatible avec des explications d'ordre plus personnel interagissant avec la trajectoire biographique de ces jeunes [voir schéma ci-dessus].

« Subir global », agir local : la force de l'évènement

Certains grands moments historiques survenus dans le pays d'origine, qu'ils soient liés à un changement de régime, une révolution, un conflit guerrier ou une catastrophe naturelle, peuvent bouleverser les cadres interprétatifs et cognitifs des jeunes qui se réclament

de sa citoyenneté, nationaux comme double-nationaux, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. La prise en compte de la puissance socialisatrice de l'« évènement » en matière d'engagement transnational peut se décliner de deux façons distinctes : d'une part des vocations militantes révélées dans le temps court de l'évènement à partir de « solidarités a posteriori » organisées à partir de son vécu commun ; d'autre part des carrières militantes au long cours [4] que le contexte local contribue à retravailler sur la base de « solidarités a priori » constituées de réseaux déjà fermement enracinés dans la vie quotidienne de ces jeunes.

Dans le premier cas, propre aux vocations militantes dans le temps court de l'évènement, il s'agit de différents « groupes circonstanciels » (Vilain, Lemieux, 1998) dont la spécificité réside principalement dans les effets fédérateurs qu'exerce l'évènement historique dans des quartiers populaires où se concentrent des populations immigrées ou issues de l'immigration : « Le mouvement du 20 février au Maroc a été un déclencheur ici. C'est à partir de là que je me suis retrouvée avec d'autres Marocains pour voir ce qu'on pouvait faire pour le Maroc, c'était dans le temps de l'action, essayer de profiter de cette fenêtre de tir. Ça a permis à beaucoup de gens de se réveiller, d'avoir une conscience politique » (S.A., 35 ans, Maroc). Ces affiliations reposent sur des solidarités nouvelles directement organisées autour du ressenti émotionnel commun de l'évènement. La mobilisation transnationale est ainsi étroitement liée à l'irruption de l'évènement dans le cours de la vie ordinaire et diffère

TABLEAU - Pratiques transnationales par domaine selon le lien à la migration

En %	Immigrés	Descendants
Intérêt pour la vie politique dans la région d'origine	67	50
Appartenance à une association d'origine	5	4
Contacts personnels hors Métropole	88	58
Séjours dans la région d'origine	85	84
Usage des médias dans la région d'origine	68	39
Souhait de partir vivre hors Métropole	14	13

Champ : individus âgés de 18 ans à 50 ans.

Lecture : 67 % des immigrés déclarent être intéressés par la vie politique de leur région d'origine.

Source : enquête TeO, Ined-Insee, 2008.

« Engagement transnational des descendants de migrants : carrières militantes et mémoire des origines », une étude de l'INJEP [2]

Ce texte est issu d'une recherche réalisée entre octobre 2015 et juin 2016, dont l'intégralité de l'analyse est publiée dans le rapport INJEP « Engagement transnational des descendants de migrants : carrières militantes et mémoire des origines ».

À travers la reconstruction de différentes « carrières militantes transnationales » de jeunes descendants de migrants, l'un des enjeux de l'étude est d'observer non seulement les « éléments déclencheurs » des parcours d'engagement dans le domaine de la politique, de l'humanitaire ou des droits de l'homme, mais aussi de saisir le passage des pratiques de citoyenneté d'une population immigrée à une autre issue de l'immigration. Comment, plus précisément, le renouvellement des générations contribue à modifier les horizons d'action et les formes d'appartenance locale, nationale et transnationale ? Les carrières militantes transnationales sont ainsi analysées à la fois en amont, c'est-à-dire au niveau des expériences de l'immigration potentiellement génératrices de ressources et de « capital militant », et en aval, au niveau des fenêtres d'opportunités qui peuvent s'ouvrir dans le cours des événements politiques, sociaux, culturels en France et dans le pays d'origine.

sensiblement des ressorts habituels de l'action collective qui implique le partage préalable d'affinités sociales ou politiques, ou le soutien de réseaux d'interconnaissances déjà existants.

Le **second cas**, spécifique aux « carrières militantes au long cours », caractérise davantage des situations où l'évènement, sans être déclencheur de l'acte d'engagement, vient toutefois modifier ou troubler le sens de la trajectoire militante déjà existante. Davantage que des causalités événementielles, certaines situations nouvelles dans le pays d'origine peuvent ainsi contribuer à renforcer le cadre motivationnel, les « bonnes raisons d'agir collectivement », sans pour autant que les organisations n'interviennent pour susciter ou réactiver ces intentions. À chaque soubresaut de l'évènement, ce sont de nouvelles activations mobilisatrices qui se créent et qui contribuent aussi à durcir la frontière entre un avant et un après-évènement, à partir de laquelle se recomposent et se renouent de nouvelles alliances.

« Subir local » et agir global : l'engagement transnational en réaction à des discriminations

Les ressorts de l'engagement transnational des descendants de migrants ne sont pas seulement à rechercher dans l'« exceptionnel », l'« inédit » ou le « fait historique » survenu au niveau international. Le quotidien, le quartier, l'ordinaire peuvent aussi comporter des situations qui incitent à réagir, plus qu'à agir, dans l'espace transnational comme moyen de réponse à des offenses, des actes de racisme, de discrimination subis dans l'espace local (TeO, 2015) : « J'ai été marqué quand j'étais jeune, quand il y avait des contrôles de police et que les policiers me disaient : "Voilà, nos logements sont construits donc maintenant dégagez !" ; j'avais des remarques qui parfois sortaient de nulle part. Pour certains, ça génère de la colère, pour d'autres ça devient un moteur. Pour moi c'est un moteur qui me permet de mieux vivre avec mes multiples appartenances, mais aussi de mieux les faire reconnaître » (A.R., 35 ans, Algérie).

À la différence de leurs parents, les actions transnationales engagées ne visaient pas à conserver d'éventuels liens ou à en créer de nouveaux dans le pays d'origine, mais bien souvent à consolider ceux existant en France, à l'échelle du quartier, avec des personnes

qui subissent elles-mêmes un faisceau de discriminations, de stigmatisations et/ou de relégations dans le territoire de vie. Le champ transnational apparaît à la fois comme le lieu de reconnaissance mutuelle et de solidarité entre pairs, mais aussi comme le point de passage d'une « identité blessée » [5] vers un nouvel horizon des possibles. Face aux relégations subies, il s'agit alors de « garder la face » [6] en affirmant défendre une citoyenneté autre que française, une appartenance qui vient se positionner comme acte de résistance. Cet engagement transnational en réaction se construit généralement de façon différente de celui de leurs parents. Nés en France, ces jeunes semblent ressentir les situations de discrimination de façon nettement plus violente que leurs pères ou mères immigrés, dont le sentiment d'injustice des discriminations subies pouvait être davantage intériorisé du fait de leur statut d'étranger : « Mes parents ne se sont jamais dit : "Tiens, pourquoi ils ne me considèrent jamais de la même manière que les autres ? Pourquoi ils me regardent toujours de travers ?" Moi, j'ai grandi ici, je suis né ici, et ça me semble clairement inacceptable. Là-dessus, oui, je suis assez différente de mes parents » (Z.R., 20 ans, République centrafricaine).

Subir et agir « glocaux » : des appartenances cumulatives plutôt qu'exclusives

Davantage qu'une dichotomie entre l'échelle locale et l'échelle globale

que pourraient abusivement laisser supposer ces trajectoires d'un échelon vers un autre (du local vers le global, ou du global vers le local), le matériau d'enquête fait aussi apparaître des systèmes d'interactions entre ces différents niveaux. De façon plus concrète, les jeunes que nous avons rencontrés pensent rarement les modalités de leurs actions militantes en opposant le territoire d'origine et celui du quartier. Ils les réinsèrent bien plus dans un ensemble cohérent, ni global, ni local, mais « glocaux »², où se mêlent des dimensions propres au territoire de l'histoire familiale et celles liées au territoire de vie. Les différentes activités d'engagement produites par les jeunes de notre enquête se situent précisément dans cette recherche de cohérence entre l'international et le quartier, dimension qu'il s'agit de renouer dans le cadre des mobilisations engagées : « J'ai toujours comparé ma situation discriminante en France à la discrimination de populations dans le monde qui vivent la même chose mais à un niveau international [...] En fait, il faut trouver le juste milieu entre le quartier et l'international et défendre les droits des populations, que ce soit près de chez nous, dans nos immeubles, nos régions ou à l'international. Dans ce sens-là, pour moi, il n'y a plus de frontières » (A.R., 35 ans, Algérie).

La localité, comme le rappelle à ce sujet très justement l'anthropologue Appadurai [8], est avant tout une question

MÉTHODOLOGIE

Cette recherche a été produite à partir d'entretiens biographiques réalisés auprès de 31 membres de différentes organisations citoyennes transnationales (humanitaire, droits de l'Homme, politique), âgés de 16 à 35 ans, originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, résidant dans des villes de la région Île-de-France où se concentrent des grands ensembles majoritairement par des populations immigrées et issues de l'immigration : Aubervilliers, Saint-Denis, Vitry-sur-Seine, Ivry, Villeneuve-Saint-Georges. Onze responsables associatifs ou institutionnels agissant dans le secteur de l'engagement transnational ont également été interrogés. La recherche s'appuie par ailleurs sur une analyse documentaire en lien avec les questions d'engagement des migrants et descendants de migrants ainsi que sur des travaux statistiques existants sur cette catégorie de population (enquête Trajectoires et Origines notamment).

de relation subjective et de contexte, plutôt que d'enracinement à un espace matériel clairement délimité. Le niveau local ne se trouve pas nécessairement figé dans un espace géographique, mais se définit davantage par un sentiment de familiarité, de proximité et d'identification à un territoire, qu'il soit proche ou lointain. Dès lors, ce n'est plus le lieu de résidence qui circonscrit l'horizon d'action de ces jeunes, mais les relations qu'ils tissent, dans le cadre de leurs activités militantes, avec des terrains internationaux progressivement devenus partie intégrante de leur propre définition de la localité : « L'international c'est la finalité, mais il

fait qu'on ait des actions ici au niveau local non seulement pour recruter des jeunes, pour leur parler de l'association et pour leur dire qu'on a aussi des projets de solidarité, et pour voir si ça les intéresse. Je dirais presque parfois que l'international c'est un prétexte pour rendre leur quotidien meilleur ici et les faire agir plus fortement » (T.I., 31 ans, Sénégal).

Double-inclusion et « citoyenneté cosmopolitique »

Cette porosité des frontières entretenue entre l'échelon local et l'échelon international semble aussi faciliter le cumul des sentiments d'appartenance entre le territoire d'origine et celui

de résidence³. Surtout, elle permet à ces jeunes de découpler la citoyenneté de son enracinement national et de l'emmenner vers des horizons résolument « cosmopolitiques » qui associent la reconnaissance de la diversité et l'impératif d'action commune au niveau post-national [9]. Dans un contexte général où vivent et évoluent des subjectivités en tension, des inégalités et des rapports de pouvoir, le cosmopolitisme se présente comme « *le fait de vivre ici et maintenant (localement) avec le monde en tête, à la fois contexte et projection* » [10]. L'enjeu scientifique tout autant que politique est alors de saisir la dimension créatrice d'un monde où les frontières sont davantage conçues, pour ces descendants de migrants, comme des lignes à traverser que des territoires à fractionner.

1. Mouvement de contestation apparu au Maroc le 20 février 2011, à la suite du « Printemps arabe », et revendiquant des réformes politiques, sociales et religieuses au royaume chérifien – NLDR.

2. Le néologisme de « glocaux », conceptualisé par Robertson [7], permet précisément de conjuguer le niveau local et le niveau global en insistant sur le fait que le rapport entre eux est toujours une dialectique entre le dedans et le dehors, entre les logiques planétaires ou internationales et les logiques internes, nationales voire locales.

3. Comme le souligne aussi à ce sujet l'enquête TeO, le fait de se sentir autant français qu'une autre nationalité augmente notablement l'intensité des pratiques transnationales.

SOURCES - BIBLIOGRAPHIE

- [1] et [10] Agier M., *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, éditions La Découverte, 2013.
- [2] Lardeux L., *Engagement transnational des descendants de migrants : carrières militantes et mémoire des origines*, rapport de l'INJEP, disponible en ligne sur le site de l'INJEP (www.injep.fr), rubrique « Publications ».
- [3] Beauchemin C., Hamel C., Simon P., *Trajectoires et origines, Enquête sur la diversité des populations en France*, INED, collection « Grandes enquêtes », 2016.
- [4] Fillieule O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, 1/2001 (vol. 51), pp. 199-215.
- [5] Pollak M., *Une identité blessée. Étude de sociologie et d'histoire*, éditions Métailié, 1993.
- [6] Goffman E., *Asylums: Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, Garden City, N.Y., Anchor Books Doubleday, 1961 (réimpression 1990).
- [7] Robertson R., *Glocalisation: Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity in Global Modernities*, ed. Mike Featherstone, Scott Lash and Roland Robertson SAGE Publication, London, 1995.
- [8] Appadurai A., *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, collection « Petite Bibliothèque Payot », 2015.
- [9] Tassin E., *Un monde commun. Pour une cosmopolitique des conflits*, Seuil, 2003.

Jeunesses : études et synthèses figure dès sa parution sur le site internet de l'INJEP : www.injep.fr (rubrique « Publications »)



BULLETTIN D'ABONNEMENT À "JEUNESSES : ÉTUDES ET SYNTHÈSES"

À retourner à INJEP. Mission valorisation et diffusion. 95 av. de France 75650 Paris Cedex 13.

5 numéros : 20 euros 10 numéros : 40 euros

Ci-joint un règlement par chèque à l'ordre du SCBCM des ministères sociaux

Nom : _____ Raison sociale : _____

Activité : _____ Adresse : _____

Courriel : _____ Tél. : _____

Souhaitez-vous recevoir des informations (newsletters, communiqués) de l'INJEP par courrier électronique ?
Signature : _____

Oui Non

Directeur de la publication :

Thibaut de Saint Pol

Conseillers scientifiques :

Francine Labadie, Laurent Lardeux

Rédacteur en chef :

Roch Sonnet

Rédacteur du numéro :

Laurent Lardeux

Correction :

Sabrina Bendersky

Mise en page :

Catherine Hossard

Impression :

Centr'imprim – Issoudun

ISSN : 2112-3985



MINISTÈRE
DE LA VILLE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

